

Enseignants et familles d'élèves à la rue : Totale solidarité avec la mobilisation au collège Vercors

Le NPA-Révolutionnaires et les candidat.e.s de la liste « Grenoble Ouvrière et Révolutionnaire » menée par **Baptiste Anglade** affirment leur **solidarité totale avec la mobilisation en cours au collège Vercors**. Le rassemblement de soutien organisé devant le collège ce mardi 2 décembre et auquel nous avons participé a permis de montrer que les personnels mobilisés et la famille n'étaient pas isolés. Nous appelons à participer aux prochains pour amplifier la solidarité et les aider à gagner.

Un collège en lutte pour loger une famille

Au collège Vercors, à Grenoble, c'est déjà la deuxième fois ce mois-ci que l'équipe éducative se retrouve face à des familles sans solution de logement. L'an dernier, les personnels avaient occupé le collège pour des situations similaires, ce qui avait permis le relogement de deux familles. La hiérarchie avait alors exercé des pressions sur des membres de l'équipe.

Il y a trois semaines, alors que les enseignants s'apprêtaient à mettre à l'abri une famille avec deux enfants dans le gymnase, ils ont reçu des **menaces de poursuites judiciaires et d'intervention policière s'ils osaient utiliser les locaux pour les loger**. Et cette fois-ci, rebelote. Alors que les températures allaient passer sous les zéro degrés, la seule réponse institutionnelle a encore été la menace.

Face à ce mépris et à ce manque de solution, les personnels ont décidé d'installer un camp de fortune devant le collège pour accueillir les deux parents et leurs quatre enfants, et dénoncer cette situation révoltante. Les enseignants avaient pourtant alerté sur l'urgence, appelé le 115 et entrepris toutes les démarches possibles. Ce lundi 1er décembre, enseignants, CPE, AESH et AED ont fait le choix de dormir sur place, en solidarité, dans des tentes, et de médiatiser la situation. Le DASEN (directeur académique des services de l'Éducation nationale), interrogé par un journaliste du Dauphiné libéré, affirme qu'aucune menace n'a été proférée à l'encontre de ceux et celles qui voulaient mettre à l'abri la famille dans le gymnase. **Qu'ils viennent le dire en face de ceux et celles qui, par solidarité, ont dormi dans une tente par -2° devant un bâtiment chauffé.**

Une solidarité qui dément les discours racistes

Lors des trois rassemblements organisés par les personnels, de nombreux habitants du quartier sont venus apporter nourriture, couvertures et soutien. Des membres du DAL — qui occupe actuellement la Métro avec 71 familles —, du collectif RESF (Réseau éducation sans frontières), des écoles occupées et de la FCPE ont également rejoint l'initiative. Une solidarité qui a réchauffé les cœurs et qui dément les discours des médias de milliardaires qui stigmatisent les quartiers en parlant d'insécurité. Car dans ces quartiers, la solidarité est de mise et l'insécurité est avant tout sociale.

Imposons la réquisition des logements vides

Dans l'agglomération grenobloise, des dizaines d'écoles sont occupées en permanence par des familles sans logement. Pourtant, selon le DAL, **13 000 logements seraient vacants**. De quoi héberger toutes les familles et toutes les personnes qui dorment dehors. Mais cela entrerait en contradiction avec les intérêts de **bailleurs sociaux comme Actis**, qui préfère envoyer la police expulser des dizaines de familles alors que le froid s'installe, ou de **promoteurs rapaces comme Bouygues**, qui comptent racheter à bas prix des bâtiments construits et entretenus par l'argent public pour en faire du luxe — comme au **Rabot, où 521 chambres étudiantes restent vides** et où les canalisations d'eau auraient été volontairement enlevées pour éviter que ce lieu devienne une solution pour ces nombreuses familles.

Par nos solidarités et nos luttes, nous devons imposer la réquisition de tous les logements vacants, pour mettre fin à la mise en danger d'enfants, de pères et de mères précaires, souvent déjà éprouvés par des parcours particulièrement difficiles. Alors **stop aux expulsions, stop aux menaces contre les personnels, réquisition de tous les logements vides**. Il y a urgence à renverser la table, à imposer au Conseil départemental, à la mairie et à l'État de respecter la loi. Car oui, un toit, c'est la loi et cela devrait être un droit.